

Décision n° 4111 du 12 février 2018
Ministre de la justice c / Mme T.

La question soumise au Tribunal des conflits portait sur l'ordre de juridiction compétent pour connaître d'une action contre l'Etat tendant au versement des sommes dues au titre d'expertises et d'enquêtes sociales intervenues dans le cadre de procédures civiles et des dommages-intérêts afférents. Le Conseil d'Etat a saisi le Tribunal de cette question de compétence lui paraissant soulever une difficulté sérieuse sur le fondement des dispositions de l'article 35 du décret n° 2015-233 du 27 février 2015.

La rémunération des enquêteurs sociaux est prévue par l'article 12 du décret n° 2009-285 du 12 mars 2009. Les frais afférents à ces enquêtes constituent des frais de justice à la charge provisoire de l'Etat en application des articles R. 91 et R. 93 du code de procédure pénale. Le traitement des états de frais et des mémoires relève, pour les frais mentionnés à l'article R. 224-2 du même code, de la procédure de certification, avec possibilité de contestation et transmission en ce cas au magistrat taxateur pour taxation, et pour les autres, de la procédure de taxation, décision juridictionnelle pouvant faire l'objet d'un recours devant la chambre de l'instruction.

S'agissant des expertises, dont les frais peuvent être avancés par l'Etat en application des dispositions sur l'aide juridictionnelle, la rémunération de l'expert est fixée par le juge en application de l'article 284 du code de procédure civile, la décision fixant la rémunération étant susceptible d'un recours.

Le Tribunal relève que chacune des missions confiées à l'intéressé, collaborateur occasionnel du service public de la justice, a été ordonnée par une décision de la juridiction judiciaire et que les demandes relatives au versement de ses rémunérations et celles en réparation du préjudice fondées sur le retard ou l'absence de versement de certaines d'entre elles, concernent le fonctionnement du service public de la justice. Il retient que la juridiction judiciaire est en conséquence compétente pour en connaître.